

SANTÉ

Le retour de la pédopsychiatrie

En 2020, par mesure d'économie, les services psychiatriques universitaires de Berne avaient rapatrié à Bienne leurs deux antennes du service de pédopsychiatrie en place à Moutier et Saint-Imier. Trois élus de la région avaient alors vivement réagi à la disparition de ce service dans le Jura bernois. Depuis peu, sous l'égide du Réseau de l'Arc, une offre en pédopsychiatrie a signé son retour dans la région.



L'importance d'un suivi de proximité dans le domaine de la pédopsychiatrie est relevée par l'HJB.

ARCHIVES KEY

Voilà bientôt trois ans qu'un suivi psychiatrique régulier en ambulatoire pour les enfants et adolescents n'était plus possible dans le Jura bernois. Il fallait pour cela se déplacer à Bienne, où les Services psychiatriques universitaires de Berne (SPU), en charge jusque-là des prestations en pédopsychiatrie dans le Jura bernois, avaient centralisé leurs services en 2020, renonçant à maintenir leurs antennes de Moutier et Saint-Imier par mesure d'économie, avaient-ils justifié à l'époque.

Trois élus de la région alors au Grand Conseil (les PSA Peter Gasser et Maurane Riesen, ainsi que la verte Moussia de Watteville) avaient vivement réagi à cette centralisation via une motion urgente. Ils dénonçaient un «désert pédopsychiatrique» dans le Jura bernois, soulignant la difficulté de trouver des alternatives, même privées, dans la région, malgré des besoins «avérés».

Ils invitaient ainsi le Gouvernement bernois à intervenir afin que des antennes en pédopsychiatrie puissent être rétablies dans le Jura bernois, quitte à les rattacher à «un nouveau partenaire régional».

Un appel du pied reçu 5 sur 5 par l'Hôpital du Jura bernois (HJB), qui avait alors immédiatement entamé des ré-

flexions pour éventuellement prendre le relais des SPU. «C'est notre rôle aussi d'être un partenaire pour la région, de répondre aux besoins en prestations. Il est important de ne pas laisser tomber ces familles», avait commenté le directeur d'alors, Dominique Sartori.

Besoin avéré

Deux ans et demi plus tard, l'idée a donc fait son chemin et le retour d'une offre pédopsychiatrique d'utilité publique est désormais effectif dans le Jura bernois. L'HJB (futur Réseau de l'Arc), a en effet annoncé hier avoir engagé deux spécialistes en pédopsychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents, qui proposent dès à présent des consultations en ambulatoire dans les bureaux du Service psychologique pour enfants et adolescents (SPE) à Tavannes et Saint-Imier.

Preuve que l'offre répond à un besoin, les consultations sont déjà bien remplies. «Il faut savoir qu'un service de pédopsychiatrie prend en charge des cas tout de même assez sérieux, qui nécessitent

un suivi régulier. Pour ces familles souvent vulnérables, devoir se déplacer à chaque fois à Bienne pouvait s'avérer difficile», explique Sandra Roulet Romy, directrice adjointe de l'HJB. Le fait d'organiser les consultations dans les locaux du SPE à Tavannes comme à Saint-Imier devrait en outre favoriser les collaborations et le travail en réseau.



L'objectif est de développer un véritable réseau de pédopsychiatrie dans la partie francophone du canton.»

Du côté de l'HJB, jusqu'ici actif uniquement au niveau de la psychiatrie adulte, on précise par ailleurs que l'intention est bien réelle de développer un véritable réseau de pédopsychiatrie dans la partie francophone du canton. «Pour les

cas très complexes, les spécialistes et les infrastructures restent situés à Berne, ce qui pose un certain nombre de défis au niveau de la prise en charge, qui passe aussi par le langage. L'idée est de continuer à collaborer avec les SPU, mais tout en travaillant parallèlement à améliorer la coordination et la prise en charge dans la région», développe Sandra Roulet Romy.

Une première étape

Pour cela, l'institution et ses partenaires travaillent désormais au développement d'une véritable «filière ambulatoire» dans le domaine de la pédopsychiatrie dans le Jura bernois, avec l'ambition de pouvoir former davantage de spécialistes. «Nous aimerions aussi mettre en place un numéro unique pour répondre à des situations complexes et pouvoir évaluer et orienter les cas au bon endroit», glisse la directrice adjointe.

Autant de projets qu'une équipe de coordination sera chargée de mettre en place sur le terrain, pas à pas.

CÉLINE LO RICCO CHÂTELAIN